



Etude Economique

## Démonétisation de billets de banque en Inde 20 mois après :

*Retour sur les impacts et les enseignements d'une mesure controversée*

---

Décembre 2018

---



*Prospective Veille et Recherches Economiques*





Etude Economique

# **Démonétisation de billets de banque en Inde 20 mois après :**

*Retour sur les impacts et les enseignements d'une mesure controversée*

---

DECEMBRE 2018

*Prospective Veille et Recherches Economiques*



Synopsis.....	4
1- Impact sur la population.....	6
2- Impact sur la liquidité bancaire.....	7
3- Impact sur la croissance.....	8
4- Impact sur l'inflation.....	11
5- Résultats mitigés concernant la lutte contre la corruption, l'évasion fiscale et le secteur informel.....	12
6- Une étape décisive pour le De-Cashing ?.....	13
7- L'élan des réformes se poursuit.....	14
8- Enseignements.....	16

Le mardi soir 8 novembre 2016, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a annoncé une opération chirurgicale «choc» portant sur les billets de 500 roupies (7,5 \$US) et de 1000 roupies (15 \$US) qui étaient désormais caducs (il s'agit des billets dont la valeur faciale est la plus élevée en Inde). Ainsi, 24 milliards de billets venaient d'être démonétisés par surprise **avec effet quasi- immédiat**. Les 1,3 milliard d'Indiens se sont retrouvés soudain les poches pleines de billets inutilisables de 500 et 1 000 roupies qui représentent **86% des billets en circulation**. Et cela dans un pays où l'immense majorité des transactions se fait en liquide.

Les Indiens ont été priés de venir les échanger aux guichets des banques contre de nouveaux billets mis progressivement en circulation. Mais avec de fortes contraintes : pas plus de 4.000 roupies (55 euros) peuvent être converties "en liquide", **le reste doit être déposé sur un compte en banque. Et les retraits dans les distributeurs sont plafonnés à 2.000 roupies.**

Pour répondre aux besoins immédiats de la population, le gouvernement a prévu quelques exceptions à la démonétisation des anciennes coupures: celles-ci devaient initialement rester valables trois jours dans les hôpitaux publics, les chemins de fer, les bus, les coopératives et distributeurs publics de lait. Une extension de validité qui a été prolongée à plusieurs reprises vu l'ampleur de la crise de liquidité sous forme fiduciaire créée par l'opération.

Le but annoncé de cette mesure d'une ampleur sans équivalent jusque-là dans le monde, était de lutter contre le blanchiment d'argent, la corruption, et le financement du terrorisme.



## 1 - Impact sur la population

- ☞ La gestion de l'approvisionnement des banques en nouveaux billets a été un échec durant les premiers jours, ce qui a engendré des drames allant jusqu'au suicide. En outre le maillage territorial des réseaux bancaires assure une couverture limitée... témoignages :

---

*«Des interminables queues formées devant les rares distributeurs où on pouvait trouver les nouveaux billets, avec leurs lots de suicides après plusieurs jours de queue inutile, de rixes et d'infarctus, en revanche dans les campagnes où les paysans ne pouvaient pas acheter les semences de la prochaine récolte, un nombre indéterminé d'entre eux n'ont plus vu d'autre choix que de se donner la mort. Les banques ayant cessé rapidement de convertir les billets démonétisés en billets encore valables, seuls les détenteurs d'un compte en banque, sur lesquels ils pouvaient encore déposer les coupures maudites, pouvaient espérer en récupérer la valeur. Or, selon la version officielle, 70% environ des ménages indiens possèdent au moins un compte en banque. En réalité seule la moitié de ces 70% dispose d'un compte actif. Par ailleurs, à Delhi, 60% des travailleurs migrants assurant la construction et le fonctionnement des usines, ont quitté la ville, car ils ne pouvaient plus être payés.»*

---

- ☞ La démonétisation a créé une pénurie de liquidités. L'Inde compte plus de 600 000 villages, et les banques y sont faiblement présentes. Dans les zones rurales, les habitants devaient parcourir des dizaines de kilomètres pour trouver une agence bancaire.

---

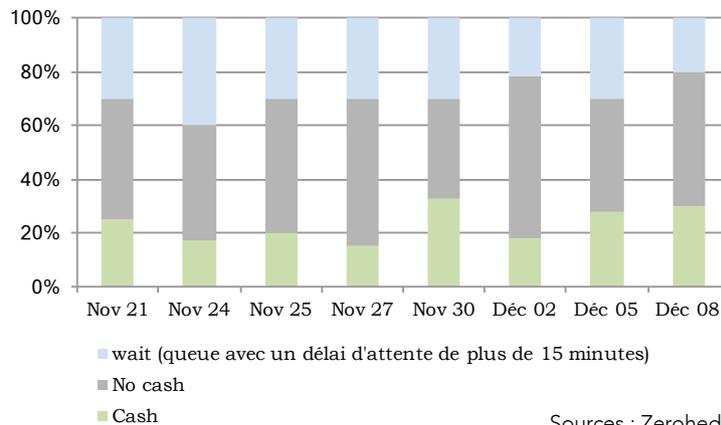
*«Cela a apporté énormément de souffrance et de bouleversements. Des gens y ont perdu la vie, d'autres ont perdu leur mode de vie. Est-ce que ça en valait la peine ? Certainement pas» Sunil Sinha, économiste à India Ratings & Research*

---

## 1 - Impact sur la population

- ☞ Même dans les grandes métropoles, la non-conformité de la taille des nouveaux billets avec les pistes des distributeurs automatiques, a rendu difficile le retrait d'argent pour ceux et celles qui n'ont pas pu accéder aux guichets de banques.

Distributeurs automatiques de billets dans les 4 principales métropoles de l'Inde



Sources : Zerohedge.com

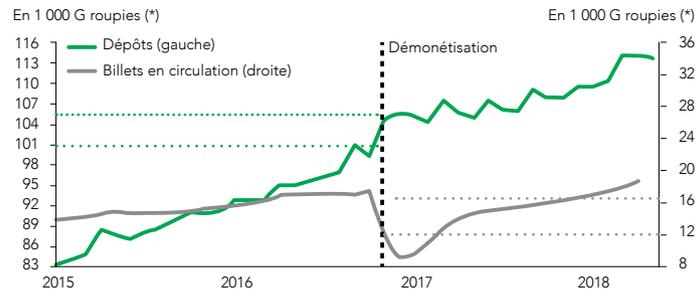
## 2- Impact sur la liquidité bancaire

- ☞ Les dépôts bancaires ont enregistré un accroissement de 4% par rapport au niveau avant l'opération de démonétisation.
- ☞ Ainsi, la démonétisation a induit une augmentation nette des dépôts estimée à **60 Milliards \$US**.
- ☞ Cette augmentation est expliquée par les restrictions (plafonnement) des montants pouvant être échangés directement en nouveaux billets ou pouvant être retirés au niveau des guichets automatiques.



## 2- Impact sur la liquidité bancaire

### Dépôts bancaires et billets en circulation avant et après la démonétisation



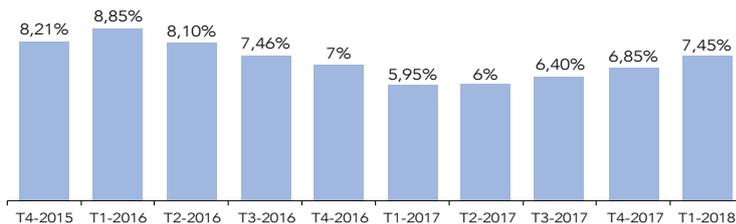
Sources : Banque de réserve de l'Inde et Caisses Desjardins  
(\*) 1000 G roupies = 1000 Milliards de roupies = 14.6 Milliards \$US



## 3- Impact sur la croissance

- 👉 La démonétisation a freiné la consommation privée (qui représente 60% du PIB) ce qui a inéluctablement induit un ralentissement de la croissance.

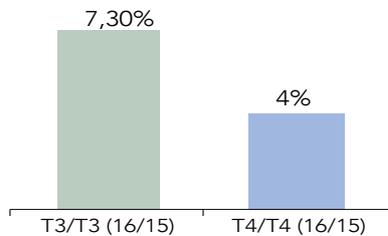
### Croissance Trimestrielle du PIB (en GA)



Graphique Prospective et recherches Economiques BIAT sur la base des données de l'OCDE

- 👉 Néanmoins, le ralentissement de la croissance n'a pas été à un niveau aussi alarmant tel que prévu par les analystes financiers suite à l'opération de démonétisation (Cf. graphique Projections Goldman Sachs concernant le 4<sup>ème</sup> trimestre 2016).

### 3- Impact sur la croissance



Croissance Trimestrielle PIB  
Projections Goldman Sachs Group Inc

Goldman Sachs prédisait en novembre 2016 un taux de croissance du PIB (en GA) de 4% uniquement pour le 4ème trimestre 2016

- Alors que sur l'ensemble de l'exercice fiscal 2016/2017<sup>1</sup>, les analystes prévoyaient un atterrissage du taux de croissance à 6,5% versus une prévision initiale de 7,8% (qui ne tient pas compte de l'impact de la démonétisation) soit un impact négatif de plus de 2 points; **le taux de croissance a été finalement meilleur (7,1%).**
- En revanche, l'économie informelle évaluée à 75% du PIB (et qui n'est prise en compte que partiellement dans la comptabilité nationale) a été ébranlée par la mesure de la démonétisation qui a constitué un choc sans précédent pour ce pan d'activité économique dont les dégâts collatéraux ont été importants à court terme.
- Les plus petites entreprises (secteur formel et informel) et qui opèrent majoritairement en "argent comptant" ont été rudement impactées. Environ 1,5 million de personnes ont perdu leurs emplois dans les quatre premiers mois de 2017 (0.3% de la population active), suivant l'enclenchement de l'opération de démonétisation.
- D'un point de vue sectoriel**, l'agriculture et le secteur immobilier ont été particulièrement impactés.

<sup>1</sup> L'exercice fiscal en Inde : du 1<sup>er</sup> Avril de l'année n au 31 Mars de l'année n+ 1



### 3- Impact sur la croissance

Dans le secteur agricole (16% du PIB et 43% des emplois<sup>2</sup>), d'une part les petits exploitants n'ont pas été en mesure de s'approvisionner en semences pour la nouvelle saison agricole et d'autre part la pénurie des billets de banque a engendré un exode des travailleurs.

Concernant le secteur du bâtiment et de l'immobilier, en plus du problème de main d'œuvre, la vente de logements a enregistré une baisse significative dans la mesure où la pratique consacrée en Inde est celle du paiement d'une partie du prix (20% à 30%) en argent liquide.

👁 En perspective, et après une phase de décélération relative durant l'exercice fiscal 2016-2017, accentuée durant l'exercice fiscal 2017-2018 suite à l'adoption de la TVA unifiée (avec toutefois un taux de croissance de 6.6% qui demeure l'un des plus forts au monde), il est attendu que la croissance serait de 7.4%<sup>3</sup> pour l'exercice fiscal 2018-2019 (un taux supérieur à celui prévu pour l'économie chinoise estimé à 6.6%).

D'ici 2020, l'économie indienne réaliserait un taux de croissance autour de 7,5 %. Le pays devrait rester un moteur important de l'économie mondiale malgré des problèmes structurels qui freinent son développement. Signe qui ne trompe pas, le PIB de l'Inde a dépassé pour la première fois celui de la France qui est désormais reléguée au 7<sup>ème</sup> rang des économies mondiales, selon la Banque mondiale<sup>4</sup>.

---

2 Source : Base de données Banque Mondiale

3 Source : Prévisions FMI

4 Pour 2017, le PIB de la sixième économie mondiale a ainsi atteint 2.597 milliards de dollars contre 2.582 milliards de dollars pour la France, selon des chiffres actualisés fin juin 2018.

## 4- Impact sur l'inflation

- ☞ A court terme, la suppression des billets de banque en circulation a contribué à baisser l'inflation, puisque elle était notamment alimentée par l'excès de liquidités (monnaie fiduciaire). Le taux d'inflation est ressorti à 3,6% en novembre 2016, contre 4,2% en octobre. Aussi, la baisse de la consommation des ménages y a notamment contribué.
- ☞ Sur la durée, l'impact sur l'inflation a été partiellement annihilé suite à la mise en place d'une TVA harmonisée au niveau national (Goods and Services Tax<sup>5</sup>), qui a engendré une augmentation des prix dans le pays dès son application effective (à partir de Juillet 2017).



*Baisse des différents indices de prix (à la consommation et de gros) suite à l'opération de démonétisation en Novembre 2016.*

Source : focus-economics.com

5 Cf. 1-7- L'élan des réformes se poursuit...



## 5- Résultats mitigés concernant la lutte contre l'évasion fiscale, le secteur informel et la corruption

- ☞ En Inde, une proportion importante des transactions commerciales, qui se traitent "en liquide", ne sont pas déclarées et n'engendrent pas le paiement de taxes sur les biens et services (impôts indirects). Quant à l'impôt sur le revenu, il est payé par environ 3% des indiens uniquement. Certes plusieurs centaines de millions d'habitants sont trop pauvres pour payer l'impôt, il n'en demeure pas moins que ce pourcentage révèle l'ampleur de l'évasion fiscale.
- ☞ Sur ce front, le bilan semble être controversé...
- ☞ D'une part, la version officielle confirme que la démonétisation a déjà permis d'améliorer la collecte des impôts et que certaines avancées ont été réalisées.

---

*"Il est évident qu'après la démonétisation, l'assiette fiscale a déjà commencé à augmenter. En effet, les déclarations de revenus des particuliers ont augmenté de plus de 25 %. Il s'agit d'une étape importante dans le long processus de formalisation de l'économie indienne. Par ailleurs, 1,8 millions de fraudeurs présumés avaient été détectés grâce à la démonétisation."*

*Le ministre des Finances indien, Arun Jaitley*

---

- ☞ D'autre part, plusieurs observateurs affirment que d'importants réseaux de blanchiment d'argent se sont développés afin que les indiens possédant de l'argent liquide, en grande quantité, non déclaré et/ou provenant de sources suspectes puissent déposer leurs avoirs sans s'exposer aux autorités fiscales. Ainsi des «intermédiaires» récupéraient les billets de banque puis les répartissaient entre différentes personnes qui pouvaient les déposer en plus petite quantité sans s'exposer à un redressement fiscal. Selon ces observateurs, la réussite quantitative de l'opération de démonétisation (**99% des billets de banque concernés ont fait l'objet effectivement de démonétisation**) démontre qu'une opération de blanchiment d'argent à grande échelle a été réalisée.



## 5- Résultats mitigés concernant la lutte contre l'évasion fiscale, le secteur informel et la corruption

- ☞ Clairement, il serait prématuré de se prononcer d'une manière catégorique sur la réussite de la démonétisation au regard de la lutte contre l'évasion fiscale. Le résultat ne pourrait être évalué qu'à moyen terme et dépendra de la vigueur des actions qui seraient entreprises par le gouvernement en relation directe avec le contrôle fiscal et la répression des fraudes.

---

*"Nous sommes dans une phase d'attente et d'observation avant de décider si nous augmentons ou non la part du cash. Cela dépend à quel point le gouvernement compte surveiller de près notre activité", témoigne un grand importateur de fruits secs de Delhi*

---



## 6- Une étape décisive pour le De-Cashing ?

- ☞ L'étape indispensable à tout processus de De-cashing est celle de la bancarisation. Il est admis aujourd'hui que la démonétisation a contribué d'une manière significative à l'accroissement substantiel du taux de bancarisation. En effet, le pourcentage de la population indienne âgée de plus de 15 ans ayant un compte de banque est passé à 80 % en 2017 (versus 70% en 2016).
- ☞ Néanmoins, les transactions dématérialisées, qui ont connu un pic après la démonétisation en raison de la pénurie des billets de banque, ont enregistré progressivement une baisse.
- ☞ En effet, des obstacles de taille existent et handicapent un développement durable de la dématérialisation des paiements. Ainsi 25% de la population indienne n'a pas de téléphone mobile et 10% seulement a accès à internet.
- ☞ Même les secteurs de pointe de l'économie comme les sites d'e-commerce n'échappent pas au phénomène : la majeure partie des ventes d'*Amazon.in* et de ses homologues nationaux se fait via le paiement par billets de banque lors de la livraison !

## 7- L'élan des réformes se poursuit...

- ☞ La démonétisation n'a été finalement qu'un épisode dans l'élan réformiste initié durant le mandat du Premier Minsitre Narendra Modi. En effet l'année 2017 a été marquée par une réforme du système fiscal (saluée unanimement par les organisations internationales): il s'agit de l'instauration de la TVA unifiée (Goods and Services Tax) à partir du 2<sup>ème</sup> semestre 2017.
- ☞ Cette taxe sur les biens et services (GST) vient remplacer une myriade de taxes locales et supprime aussi les barrières internes douanières entre les différents États de l'Union. Elle a vocation à simplifier le commerce et à moderniser l'économie.
- ☞ La TVA unifiée a été perçue comme une réforme complexe par les entreprises notamment à cause des lourdeurs administratives qui n'ont pas contribué à fluidifier son implémentation.
- ☞ D'ailleurs les entreprises ont adopté une posture attentiste et prudente lors des premiers mois suivant l'instauration de la TVA unifiée. Ainsi la période de reconstitution de leurs stocks a été plus longue que celle observée habituellement.
- ☞ L'adoption de la TVA unifiée a coïncidé avec une tendance haussière des prix mondiaux des matières premières, ce qui a engendré une résurgence des pressions inflationnistes. Néanmoins l'inflation moyenne qui se situe entre 4.5% et 5% demeure dans la fourchette cible de la Banque de réserve de l'Inde (4% avec une marge de fluctuation de  $\pm 2\%$ ).
- ☞ Nonobstant les impacts observés immédiatement suite à son application, les économistes s'accordent à considérer que la TVA unifiée dynamisera l'économie indienne sur le moyen et le long terme.
- ☞ En 2018, c'est le secteur bancaire qui a fait l'objet de mesures coordonnées entre le gouvernement et Banque de réserve de l'Inde. L'objectif est d'adopter le standards internationaux du comité de Bâle (d'ici 2019), d'améliorer sensiblement la gouvernance

des banques (la problématique des parties liées notamment), d'imposer la rigueur et la transparence dans la gestion du risque de crédit (durcissement des règles de classification des créances sur la clientèle) et de diminuer à terme la part des actifs risqués<sup>6</sup>.

Pour accompagner ces mesures et assainir (progressivement) la situation financière des banques publiques, un plan de recapitalisation (dont l'enveloppe représente 1.3% du PIB) a été annoncé par le gouvernement et la première tranche a été versée en mars 2018.

👉 Finalement, les réformes se succèdent suivant une cadence qui reflète l'existence d'un plan ordonnancé avec une vision sous-jacente pour l'avenir du pays.

**Mais quid de l'impact de cette démarche sur la confiance des citoyens dans le gouvernement et ses choix ? La théorie du prix politique à payer quand des réformes sont engagées est-elle vérifiée ?**

Par ailleurs, est-ce que ces réformes ont-elles amélioré la perception et l'évaluation de l'Inde par les organismes internationaux ?

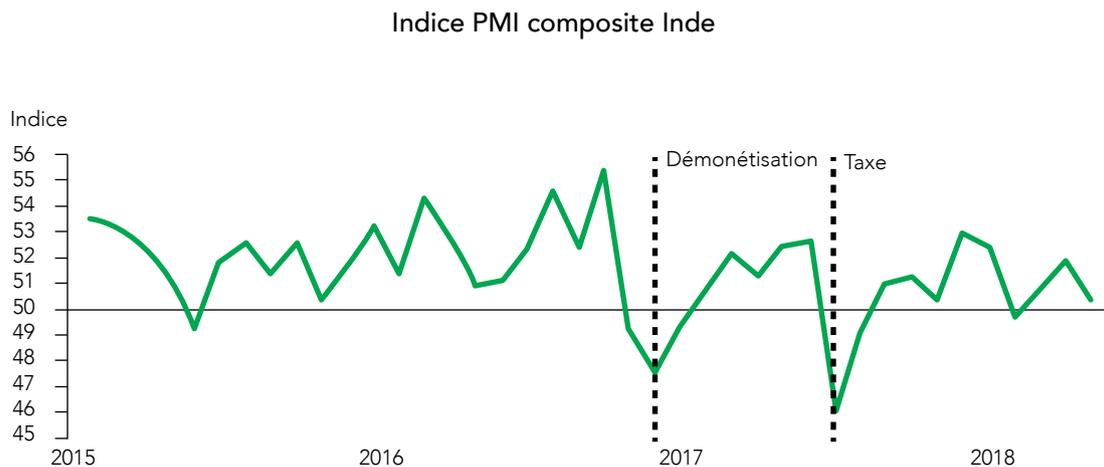
Quels sont donc les enseignements à tirer et à méditer, en relation avec l'opération de démonétisation mais aussi avec ce processus de réformes ?

---

<sup>6</sup> Il s'agit des crédits non performants et des crédits restructurés dont le total représente %12.2 des prêts. Et dans les banques publiques cette part atteint %16.2 (Source : Banque de Réserve de l'Inde)

## 8- Enseignements

- Les indices de confiance ont chuté après chaque réforme, **mais ils se sont rapidement rattrapés par la suite**. Depuis les deux dernières années, l'indice PMI composite (Cf. encadré) ne s'est retrouvé significativement en dessous du seuil neutre de 50 que juste après l'annonce de la démonétisation et de la TVA unifiée. Sa dernière valeur était de 50,4 en mai dernier.



Sources : Banque de réserve de l'Inde et Caisses Desjardins

## Indice PMI composite ?

L'indice «PMI composite» est calculé à partir d'enquêtes mensuelles menées par Markit Economics auprès des directeurs d'achats d'entreprises du secteur manufacturier et des services. Les entreprises sont sélectionnées de façon à représenter le plus fidèlement possible la structure de l'économie.

L'enquête vise à établir la variation observée de différentes caractéristiques mesurables par rapport au mois précédent. Ces caractéristiques comprennent notamment le niveau de production, l'emploi, les nouvelles commandes, les stocks, les délais de livraison et les prix.

Les entreprises ont le choix de trois réponses : niveau supérieur, inférieur ou égal à celui du mois précédent. Les réponses sont ensuite pondérées selon la taille de l'entreprise répondante avant d'être transformées en indices de diffusion. Une valeur de 50 indique qu'il n'y a pas eu de changement au cours du dernier mois pour le secteur ou la composante en question; une valeur de moins de 50 signifie qu'il y a davantage de réponses négatives que positives alors qu'une valeur de plus de 50 indique l'inverse.

- 👉 Le timing et la priorisation de l'engagement des mesures et réformes **n'étaient pas fortuits**, à notre avis.

Ainsi, une mesure radicale devait être enclenchée pour mettre le processus de formalisation de l'économie (mère des réformes) sur une trajectoire durable; c'est pourquoi l'opération de démonétisation a précédé celle de l'instauration généralisée de la TVA unifiée. La démonétisation a été lancée durant le troisième trimestre de l'exercice fiscal 2016/2017 afin d'en amenuiser l'effet sur l'évolution du PIB, sachant que l'acquis de croissance sur



les deux premiers trimestres autorisait un ralentissement sur la période restante (qui serait ainsi à moindre impact sur la croissance sur toute l'année fiscale).

Aussi, l'impact positif de la démonétisation sur la bancarisation de la population et sur les dépôts bancaires **va inéluctablement améliorer la transmission de la politique monétaire** au niveau de la sphère économique, ce qui va rendre les mécanismes de cette politique plus opérationnels (notamment ce qui concerne la maîtrise de l'inflation).

Quant à l'instauration de la TVA unifiée sur les biens et services (GST); il s'agit d'une réforme structurelle avec des impacts multidimensionnels, et dont le parachèvement ne devait pas s'étaler au-delà de la clôture de l'exercice fiscal 2017/2018 (soit fin mars 2018). Il fallait aussi donner du temps pour que les effets perturbateurs de la démonétisation soient absorbés, c'est pourquoi cette réforme a été engagée en début du mois de juillet 2017 (soit 8 mois après l'enclenchement de l'opération de démonétisation et 3 mois seulement après le début du nouvel exercice fiscal).

### **Quid de l'accompagnement de ces mesures et réformes et de la gestion des impacts collatéraux ?**

Si au niveau de la communication politique le Premier ministre semble avoir réussi à emporter l'adhésion "émotive" des citoyens», la gestion opérationnelle des mesures et réformes engagées a comporté des insuffisances et a été chaotique lors de certaines phases. Engager des réformes d'envergure dans un pays aussi immense que l'Inde et où le taux de pauvreté demeure élevé (30%) est une entreprise à hauts risques sans gages préalables de réussite.

L'une des mesures d'accompagnement qui été prise par le gouvernement (décembre 2017 et février 2018) visait la protection des entreprises et investisseurs indiens et l'incitation (indirecte) des groupes étrangers à investir en Inde. Il s'agit de l'augmentation des

droits de douane sur 50 produits. Certes ce virage protectionniste n'est pas conforme aux normes de libre-échange, mais il s'agit d'une décision qui s'imposait pour que le moteur d'investissement supporte mieux la succession des mesures réformatrices. Et puis la taille du marché indien demeure un argument de taille susceptible de peser dans l'arbitrage des compagnies étrangères (exporter vers l'Inde versus y investir).

- ☞ Quid de l'impact de ces mesures et réformes sur le plan politique ? Le parti au pouvoir a-t-il été fragilisé ? a-t-il subi des revers électoraux ?

Les élections locales/régionales qui ont eu lieu durant la période 2016-2018 ont vu le parti au pouvoir<sup>7</sup> consolider son assise politique d'une façon qui s'est apparentée pour certaines élections à des «raz de marée».

- ☞ La perception des organismes internationaux s'est nettement améliorée : Ainsi pour la première fois depuis 2004, l'agence Moody's a légèrement relevé la note de la dette souveraine indienne (de Baa3 à Baa2, novembre 2017). L'Inde a aussi bondi de 30 places dans l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale (doing business) même si son classement reflète les problèmes structurels et profonds que connaît toujours le pays (100<sup>ème</sup> rang avec un score de 60.8, alors que par exemple la Chine occupe le 78<sup>ème</sup> rang avec un score de 65.3).

<sup>7</sup> Le BJP-Parti du peuple indien



Source : factly.in



- ▶ Globalement, la progression du pays démontre que l'inventaire des réformes s'est nettement consolidé depuis l'accession au pouvoir de Narendra Modi qui s'est d'abord (2014-2015) concentré sur des mesures faciles à mettre en œuvre visant l'amélioration de l'environnement entrepreneurial (*low-hanging fruit*) et sur l'aboutissement du projet d'identifiant unique (déjà engagé avant 2014) afin de mieux cibler l'aide sociale et d'éviter la fraude.

A partir de 2016 des réformes plus complexes ont été engagées et concrétisées, comme la loi sur les faillites, la démonétisation et la TVA unifiée.

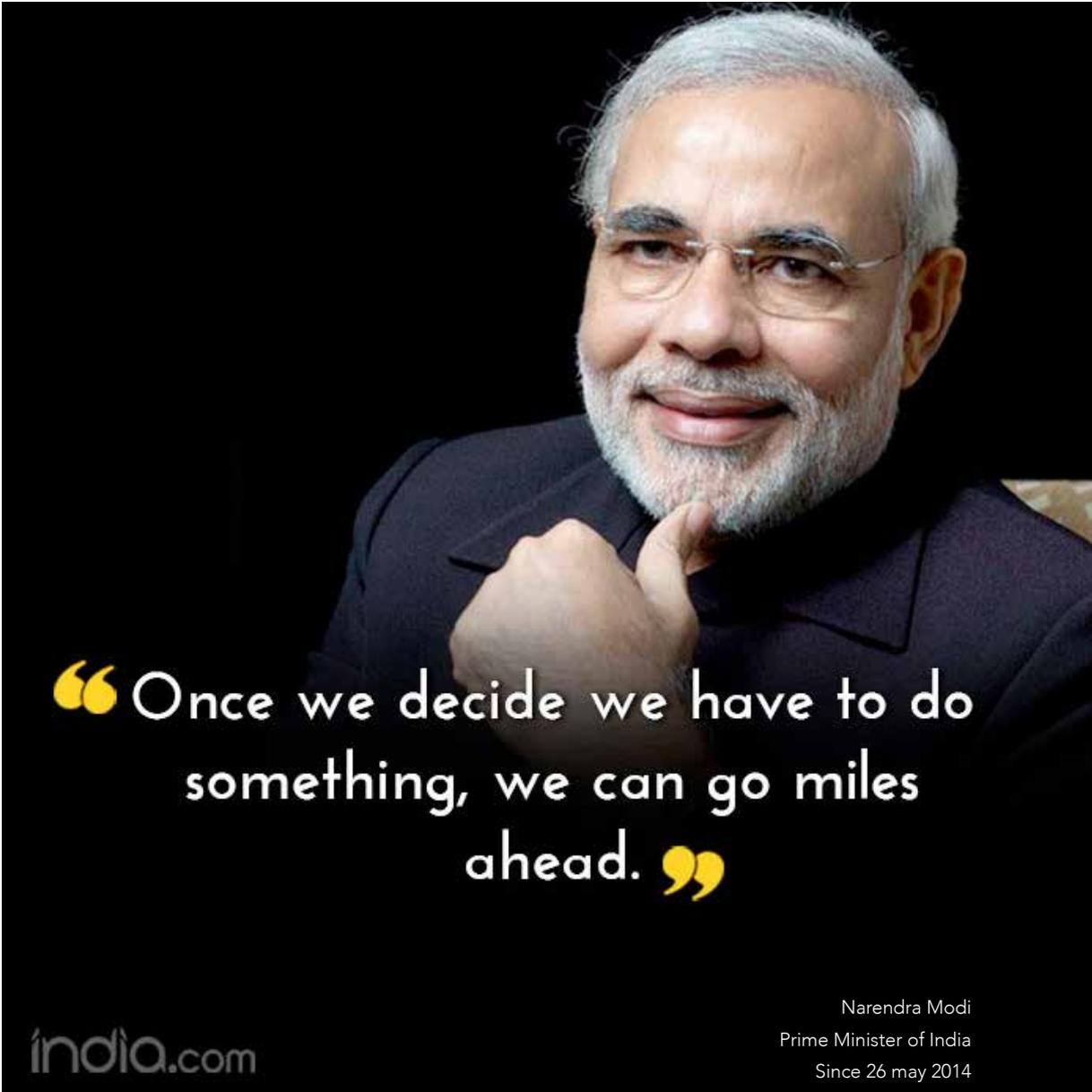
Les analystes estiment qu'un intermède va être observé au niveau du sequencing du processus des réformes et que celles portant sur la propriété foncière et sur la législation du travail seraient reportées après les élections législatives de 2019.

À moyen terme, les réformes déjà engagées vont avoir des impacts positifs durables : hausse des ressources budgétaires et accroissement de l'espace fiscal<sup>8</sup>, une meilleure transmission de la politique monétaire, une plus grande inclusion financière et un taux d'épargne plus élevé des ménages. Tous ces facteurs vont concourir à une augmentation du potentiel de croissance du PIB de l'Inde. Les économistes estiment que le taux de croissance serait autour de 7.5% jusqu'à 2020.

Dans un rapport d'information de la commission des affaires économiques du sénat français, datant de 2007, l'Inde était considérée comme «un géant en apprentissage». Cet apprentissage a connu une accélération significative depuis 2016. La durabilité de la trajectoire positive dépendra aussi de la capacité de l'économie indienne à apporter des réponses adéquates aux facteurs de risque et de vulnérabilité (pauvreté, inégalités régionales, accès aux services de base et qualité des infrastructures notamment).

**Le train indien est en marche, et la locomotive politique y a été déterminante...**

<sup>8</sup> Le FMI définit le concept d'espace fiscal comme étant «une certaine marge dans le budget du gouvernement qui lui permet d'affecter des ressources à un but souhaité sans remettre en cause la viabilité de sa situation financière ou la stabilité de l'économie»

A portrait of Narendra Modi, the Prime Minister of India, with a grey beard and glasses, wearing a dark blue kurta. He is resting his chin on his hand. The background is black.

“ Once we decide we have to do something, we can go miles ahead. ”





**بنك تونس العربي الدولي**  
*BANQUE INTERNATIONALE ARABE DE TUNISIE*

70-72, Avenue Habib Bourguiba-1000-Tunis  
Tél : (+216) 71 13 10 00 / 31 31 10 00  
[www.biat.com.tn](http://www.biat.com.tn)